

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Novembre-2017-la-repudiation-par.html>

Novembre 2017 : la répudiation par les classes possédantes et dirigeantes des aspirations des masses populaires du 1^{er} novembre 1954

Publication en ligne le 20 novembre 2017

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Dans le système capitaliste, qui domine actuellement l'économie mondiale, les biens matériels sont des produits marchands donc des objets de commerce soumis à l'achat et la vente dans les marchés. Ainsi leur acquisition dépend du niveau du pouvoir d'achat c'est-à-dire des moyens financiers de l'acheteur. Ce pouvoir est réparti de manière inégale en réservant aux minorités de nantis les moyens les plus importants ce qui fait que les riches deviennent plus riches et les pauvres encore plus pauvres. Ceci n'est pas le fruit du hasard mais le résultat d'un processus motivé par une volonté manifeste de la bourgeoisie de s'accaparer des richesses des pays et d'instaurer son pouvoir afin de pérenniser et protéger sa supériorité. Pour y arriver les organisations politiques de la bourgeoisie exercent des pressions sur les administrations de leurs pays respectifs afin de ne pas suivre la démarche décrite ci-dessus. Elles utilisent tous les moyens possibles et imaginables pour arriver à leur fin, la corruption, le mensonge, la violence, la religion, le régionalisme, le sectarisme pourvu qu'elles atteignent leurs buts, s'accaparer des monopoles de l'économie qui permettent aux hommes de s'habiller, manger, se loger, s'instruire, se soigner, etc., donc s'accaparer des marchés. Dans cette manoeuvre machiavélique elles créent des moyens d'informations les plus sophistiqués pour étaler leurs suprématies, faire la propagande de leurs politiques et appuyer leurs mensonges par des floppées de personnages à leur solde au titre d'experts chargés de débiter, dans des télévisions et les journaux, sans arrêt, des théories sans aucun substrat scientifique sur la fin des idéologies, les bienfaits de la mondialisation, l'économie de marché, l'Etat de droit, la démocratie, etc.

En Algérie ce processus a démarré de manière organisée et programmée juste après la mort du Président Houari Boumediene. Sa préparation a commencé dans les années 70 par ceux qui commençaient déjà à dénigrer tout ce que le pays a réalisé pour construire une économie forte basée sur l'édification d'une industrie industrialisante en vue d'une indépendance économique et garantir la souveraineté nationale. Leurs mots d'ordre utilisaient les difficultés objectives inhérentes à tout développement d'un pays, pour faire croire que l'Algérie est un pays agricole et l'Algérien n'est pas fait pour l'industrie, que l'importance des entreprises, qui sont créées pour diriger les différents secteurs de l'industrie, est au-dessus des compétences des Algériens, qu'il faut privilégier le tourisme, etc.

La majorité de la population qui bénéficiait de ces réalisations était insensible à leurs propagandes faites de mensonges et de dénigrements. C'est sa participation active au développement du pays et l'amélioration constante de ses conditions de vie qui lui a fait prendre conscience sur les véritables desseins de forces qui sont derrière cette propagande.

Ainsi le processus mis en branle pour la droitisation de la politique économique et sociale de l'Algérie a été conçu et programmé bien avant. Les forces droitières et l'impérialisme français voulaient à tout prix freiner l'élan pris par l'Algérie pour dépasser le sous-développement. A partir de 1980 ils ont décidé d'arrêter le développement industriel et engager un processus de réorientation de l'économie nationale en restructurant les entreprises de production de manière à les éloigner du marché en séparant les activités commerciales des activités de production. Alors ont été créées des entreprises commerciales chargées de répondre aux besoins des consommateurs. Afin de disqualifier les sociétés nationales ces entreprises établissaient systématiquement des cahiers de charges fantaisistes, qui leur permettaient de passer à l'importation, en décalage avec les véritables besoins du pays. Ceci a fait par exemple qu'on a importé de la robinetterie pour près de deux millions de logements en une seule année, des milliers de tonnes de tubes en fonte, des dizaines de milliers de pompes, des tours, des fraiseuses, etc., sans parler des fromages, des réfrigérateurs, des cuisinières des téléviseurs au moment où les sociétés nationales commençaient à les produire. Pendant plus de deux ans l'usine de robinetterie était confrontée à de graves problèmes d'écoulement de sa production. Les quantités de produits importés dépassaient les capacités de stockage au point où des produits stockés à l'air libre dans des aires sans protection ont péri sous l'effet des intempéries. Beaucoup de ces produits importés ont péri dans les souk el fellah faute de clients, comme par exemple les machines à écrire électroniques, les ustensiles de cuisine, les appareils électroménagers et bien d'autres produits.

Cela s'est passé au moment où le pouvoir d'achat des Algériens était élevé et où le dinar valait 1.5 franc français. Au bout de quatre années ils ont vidé les caisses, et le dinar a entamé sa chute qui continue à ce jour.

Ce processus libéral sur le plan économique s'est appuyé sur un ensemble de mesures réactionnaires qui ont visé le nettoyage des structures politiques et syndicales de toutes forces susceptibles d'opposer une résistance à l'abandon de la voie qui a permis au peuple Algérien d'améliorer son niveau de vie et lui donner l'espoir en l'avenir. C'est le président de la République de l'époque qui a émis deux circulaires portant l'une sur l'article 120 qui interdisait aux citoyennes et citoyens Algériens non militants du FLN de présenter leurs candidatures aux élections des structures de direction des organisations de masses, et une autre portant sur l'article 121 qui interdisait aux non militants du FLN d'accéder à des postes de responsabilités dans les institutions économiques et politiques du pays. Ces décisions scélérates ont propulsé un tas d'opportunistes sans foi ni loi à des postes de responsabilités dans l'organisation syndicale et dans d'autres organisations de masses de jeunes de femmes ce qui leur ont servi de tremplin pour occuper d'autres postes plus importants. Ce sont eux qui dirigent aujourd'hui l'UGTA et ont fait d'elle un allié du gouvernement et du patronat dans l'instauration d'un pacte social et d'un climat d'affaires sur le dos des travailleurs.

Beaucoup parmi eux sont élus aux APC, APW et même à l'APN. D'autres ont pris des postes de responsabilité au sein du FLN et ont pu chasser ceux qui leur ont donné la possibilité de dominer la vie politique du pays. Les responsables du FLN Belayat et compagnie qui crient aujourd'hui à l'arnaque et dénoncent ce qui leur arrive sont les premiers responsables de leur propre sort et de celui qu'on veut imposer au peuple tout entier.

L'embrigadement des organisations de masses, et le népotisme qui a suivi la restructuration des entreprises publiques, qui leur ont permis de prendre la direction politique du pays étant nécessaires mais pas suffisantes pour mater toutes résistances à leur projet, les forces droitières ont alors pris conseil auprès des experts des Etats impérialistes pour d'autres mesures afin de garantir la réussite de leur projet. Elles ont utilisé l'islam qui était déjà instrumentalisé par ces impérialistes là où il fallait empêcher l'avancement du progrès et instaurer l'obscurantisme comme Afghanistan, le Soudan et d'autres pays musulmans. C'est dans ce cadre que des imams chargés de prôner, au plan mondial, un islam confectionné dans les laboratoires de la CIA en s'inspirant du caractère sectaire, misérabiliste, réactionnaire et de soumission du Wahabisme, ont été invités à semer presque quotidiennement, à la télé, dans les mosquées et dans des salles publiques, les germes d'une fitna qui a failli mettre le pays sous tutelle impérialiste. La sauvegarde de l'essentiel s'est faite au prix de dizaines de milliers de morts, d'handicapés, de déplacés, de destructions d'écoles, d'usines, de trains, de camions et d'autres équipements. Les responsables de ces crimes hautement condamnables ont été pardonnés par des lois dites de la Rahama, de la Concorde Civile et de la Concorde Nationale dont les plus en vue sont gratifiés de mesures d'insertion qui leur permettent de mener un train de vie de patron.

Les séquelles qui en découlent pour la société sont indélébiles et ne seront jamais réparables.

Ces jours-ci, à l'occasion des débats sur les décisions politiques, économiques et sociales dont les effets négatifs sur la vie des larges masses populaires sont déjà palpables, les chaînes de télévision publiques passent de manière répétitive les scènes les plus atroces, des massacres des populations commis par les terroristes, pour raviver ces blessures et dire aussi aux Algériens voici ce qui peut vous arriver si vous ne pliez pas à nos décisions. Ces chaînes n'auraient pas passé ces scènes si elles n'ont pas été instruites de le faire. Il s'agit là d'un comportement obscène, cynique d'un pouvoir dépassé par l'ampleur de l'importance et de la diversité des conséquences de sa gestion catastrophique du pays pendant près de vingt ans malgré tous les atouts dont il a bénéficié pendant plus de 15 ans. 1000 milliards de dollars investis dans des projets qui ne produisent aucun sous-produit ; produit de l'exportation des hydrocarbures ont servi à payer les sociétés étrangères auxquelles l'Etat a confié des projets totalement réalisables par les sociétés nationales et à créer des entreprises, de travaux publics, de bâtiment, d'importations et de conditionnement des produits importés, confiées à des proches qui bénéficient de toutes les facilités pour avoir les marchés les plus juteux et bien sûr les crédits nécessaires.

Ces forces de la bourgeoisie se cristallisent actuellement autour du président de la République dans l'alliance présidentielle (FLN, RND, MPA et TAJ) représentent dans la pratique moins de 15% du corps électoral. Se sont les mesures antidémocratiques prises dans le cadre des lois et des différentes constitutions qu'elles ont élaborées à la faveur de la décennie noire qui leur permettent de se maintenir au pouvoir. Les lois scélérates relatives aux partis politiques et aux associations, l'interdiction des marches et autres manifestations qui ne sont pas autorisées

constituent un arsenal de barrières politiques pour décourager toutes vellétés d'opposition véritables venant particulièrement de la part des masses laborieuses. Car les autres partis qui activistent légalement ne représentent aucune menace pour le pouvoir, les différends qui les séparent résident dans la façon dont est répartie la rente et les alliances avec les forces étrangères qui les soutiennent. Autrement ils sont tous pour l'approfondissement des réformes, c'est-à-dire privatiser tout le secteur public, mettre en place les conditions pour l'amélioration du climat des affaires et le pacte social, autrement dit geler les salaires, limiter les libertés syndicales, précariser l'emploi, etc. Pour que les faveurs qui leur sont accordées par l'octroi de crédits soient maintenues, en ces temps de disette, les patrons que ces partis représentent, demandent la révision à la baisse du budget accordé par l'Etat aux transferts sociaux. Quel culot ! pour des patrons qui ne rapportent à rien à leur pays. Toute honte bue ils veulent que l'Etat leur soit totalement soumis au point de demander au ministre des Affaires étrangères d'être leur porte parole auprès des Etats africains pour exporter leur produits. Ceci démontre de manière irréfutable leur incapacité de relancer l'industrie, les sociétés qu'ils dirigent ne sont que des camouflages de siphons qui pompent le fruit des exportations des hydrocarbures au profit des lobbys occultes. Continuer à faire croire, comme le claironne Ouyahya et ses amis de l'alliance présidentielle, que c'est de cette façon que l'Algérie se développera est une démarche suicidaire condamnable.

Les conséquences pour les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants, les artisans, les chômeurs et tous ceux qui ne vivent que leur seule force de travail manuelle ou intellectuelle seront dures. Elles sont déjà bien palpables, au niveau de toutes les sphères de vie, pour une grande partie de la population. Le blocage des salaires, le chômage et le manque de perspective rassurante sont à l'origine d'un désespoir qui affecte la majorité de nos jeunes qui préfèrent partir vers d'autres cieux parfois au prix de leur vie en empruntant des embarcations de fortune pour traverser la méditerranée.

L'accès aux soins, à l'instruction, à une bonne alimentation, au logement devient impossible pour les bas revenus. Les travailleurs, les chômeurs, les petits paysans, les petits commerçants ne méritent pas un tel sort.

Leur salut dépend de la prise en charge de leurs revendications par des organisations qu'ils doivent édifier, de leur solidarité mutuelle, de l'inscription de leurs revendications dans les luttes politiques menées par des femmes, des hommes et des jeunes pour la construction d'une société nouvelle qui bannira à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme et qui instaurera la justice sociale véritable, une société socialiste.

T. Gh